



# MAIRIE DE COURRIERES

## ARRETE DU MAIRE

ST/IT/2024/141

Arrêté instaurant, à titre  
temporaire, une restriction  
77 rue Aristide Briand

Nous, *Christophe PILCH*, Maire de Courrières,  
Vu le Code général des Collectivités Territoriales,  
Vu le Code Pénal,  
Vu le Code de la Route,  
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

Vu la demande en date du 15 juillet 2024 de la société ARTOIS DOUAISIS VEOLIA situé à  
DARDILLY

Considérant que pour permettre l'exécution de ces travaux dans des conditions satisfaisantes, il y a lieu  
de réglementer la circulation au 77 rue Aristide Briand à Courrières pour des travaux de voirie  
« terrassement pour mettre à niveau une BAC ».

### ARRETE

**Article 1er :** La circulation des véhicules de tous genres sera restreinte sur la voie nommée ci-dessus du 29 juillet 2024 au 29 septembre 2024.

**Article 2 :** La partie de la chaussée occupée par les travaux et neutralisée pour la circulation sera au plus égale à la mi-largeur de celle-ci, sans que la largeur restante soit inférieure à 3 mètres.

La circulation des piétons sera interdite aux droits des travaux pendant la durée de ceux-ci.

Le passage se fera alternativement sur la partie laissée libre avec signalétique routière et piétonnière.

La circulation sera réglée par feux tricolores si nécessaire.

L'arrêt et le stationnement des véhicules en tous genres seront interdits durant la durée des travaux.

En cas de non-respect de ces dispositions, la mise en fourrière des véhicules pourra être ordonnée.

**Article 3 :** La signalisation temporaire à mettre en place pour ces travaux sera conforme à l'arrêté et à l'instruction interministérielle du 15 juillet 1974 – Livre 1- 8ème partie modifiée par l'arrêté du 06 novembre 1992 ainsi que par l'ensemble des textes l'ayant complétée et modifiée.

Elle sera posée et entretenue et éclairée la nuit par les soins et aux frais de l'entreprise et sous sa responsabilité.

Le pétitionnaire veillera à éliminer toutes traces de signalisation temporaire à la fin des travaux.

**Article 4 :** Les contraventions au présent arrêté seront constatées, poursuivies et réprimées conformément aux lois.

**Article 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services, Madame la commandante de Police de CARVIN et la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Commune ce jour.



Fait à Courrières, le 24 juillet 2024

Pour le maire empêché,  
L'adjoint délégué,

Bernard Montury

#### Voies et délais de recours

Toute personne qui désire contester cette décision peut, soit saisir le Tribunal Administratif de Lille d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification de l'acte, soit saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). Dans les deux cas, le contestataire devra rédiger dans le délai imparti une lettre comportant ses nom, prénom et adresse, et accompagnée d'une copie de la décision contestée et exposant les motifs du recours, sous pli recommandé avec accusé de réception.